

t. 311 Amérique Latine
 t. 311 Bolivie 44
 t. 311 Pérou
 t. 311 Amérique Centrale - VO Berne, le 1er février 1991

ELEMENTS DU PROGRAMME ANNUEL 1991 DE LA

SECTION AMERIQUE LATINE

1. Lateinamerika: 1990 war kein gutes Jahr. Perspektiven für 1991

Lateinamerika blickt auf ein schlechtes Jahr 1990 zurück. Die Reformanstrengungen, die viele Länder der Region derzeit unternehmen, hatten bisher starke Wachstumseinbussen und hohe soziale Kosten zur Folge. Mittel- und langfristig dürften sie die wirtschaftlichen Perspektiven Lateinamerikas jedoch verbessern.

Die Aussichten für 1991 beurteilt die UN-Wirtschaftskommission für Lateinamerika und die Karibik (CEPAL) allerdings eher skeptisch. Vor allem die nachlassende Konjunktur in den USA und die Unsicherheit über die Uruguay-Runde des GATT geben Grund zur Besorgnis.

In ihrer Bilanz für das Jahr 1990 hat die CEPAL für das vergangene Jahr einen Rückgang des Sozialprodukts der Region um 0,5% ermittelt (1989: + 1,5%). Damit ist das Pro-Kopf-Einkommen im dritten aufeinanderfolgenden Jahr zurückgegangen (1990: -2,6%; 1989: -0,6%; 1988: -1,2%) und liegt derzeit auf dem Niveau von 1977.

Im Gesamtergebnis schlägt sich erheblich der Wachstumseinbruch in Argentinien (1990: -2,0%) und Brasilien (-4,0%) nieder. Von den 24 Staaten des Wirtschaftsraumes mussten neun Länder einen Rückgang ihrer Wirtschaftsleistung hinnehmen. In sechs weiteren stieg das Sozialprodukt langsamer als die Bevölkerungszahl. Die höchsten Wachstumsraten erzielten Venezuela (+3,5%) und Costa Rica (+3,5%). Besonders schlecht schnitten erneut Peru und Nicaragua (-5,5%) ab.

Wenngleich die Hyperinflation in einigen Ländern aufgehalten werden konnte, stiegen die Preise 1990 im allgemeinen stärker als im Vorjahr. Auf die höchste Preissteigerung kamen Nicaragua und Peru mit Jahresraten von über 8'000%, gefolgt von Brasilien (2'360%) und Argentinien (1'833%).

Auch traditionell stabile oder zuletzt stabilisierte Länder erlitten bei der Inflationsbekämpfung Rückschläge (Zentralamerika, Dominikanische Republik, Kolumbien, Chile, Uruguay). Zahlreiche Regierungen sehen sich daher weiterhin dem Zwang zu einer restriktiven Geld- und Fiskalpolitik ausgesetzt. Etliche Länder haben im öffentlichen Bereich bereits Einsparungen von 3-6% des BIP realisiert.

Die staatliche Austerität und die eingeleiteten Struktur-reformen verschärfen vielfach - zumindest kurzfristig - die ohnehin grossen sozialen Probleme. 1990 gingen die Real-einkommen in mehreren Ländern z.T. drastisch zurück. In den meisten Volkswirtschaften sanken die Mindestlöhne und verschlechterte sich die Beschäftigungssituation.

Der Verlauf des Jahres 1990 verdeutlicht wie schwierig es ist, in den Volkswirtschaften der Region eine wirtschaftliche Reaktivierung bei finanzieller Stabilität und sozialer Gerechtigkeit herbeizuführen. Jetzt, da sich die Länder des Wirtschaftsraumes nach der "verlorenen Dekade" der 80er Jahre ernsthaft bemühen, die strukturbedingten Entwicklungshemmnisse aus dem Weg zu räumen, verfügten sie über einen geringen Handlungsspielraum. Sinkende Weltmarktpreise für die Hauptexportprodukte, der zunehmende Protektionismus, die hohe Verschuldung und die damit zusammenhängenden geringen externen Finanzierungsmöglichkeiten stellen den Erfolg der verschiedenen Anpassungsprogramme ernsthaft in Frage. Positiv darf man die "Initiative für die Amerikas" beurteilen des US-Präsidenten George Bush für einen Ausbau der Wirtschaftsbeziehungen zwischen den USA und Lateinamerika. Es werde jedoch - zumindest auf dem Gebiet der Handelsbeziehungen - einige Zeit bis zu ihrer Konkretisierung vergehen.

2. Caractéristiques générales du programme 1991 de la Section Amérique Latine dans les pays/régions de concentration

Les activités de la Section Amérique Latine se concentrent sur les pays et régions suivants: Bolivie, Pérou et Amérique Centrale (principalement Honduras et Nicaragua). Ainsi, plus de 75% des dépenses réalisées en 1990 concernaient ces pays et cette région. La concentration géographique s'est accentuée au cours des toutes dernières années, grâce notamment à l'accroissement substantiel du volume d'aide de la DDA (et de l'OFAEE) pour appuyer l'ajustement réalisé en Bolivie.

Au niveau du programme 1991 cette orientation sera maintenue, voire ultérieurement renforcée, à condition que la DDA soit en mesure dès 1991-92 de:

- i) participer, d'une façon coordonnée avec l'OFAEE, à un effort conjoint de la communauté internationale pour réduire les conséquences sociales des ajustements drastiques en cours au Pérou et au Nicaragua;
- ii) développer des programmes sectoriels à caractère régional en Amérique Centrale (appui, conjointement avec le PNUD et d'autres agences, aux efforts de restructuration financière et administrative de la Banque Centroaméricaine d'Intégration Economique avec siège à Tegucigalpa; cofinancement avec d'autres agences d'un programme d'élargissement des services en eau potable);
- iii) appuyer les mesures d'ajustement sectoriel en cours en Bolivie, notamment par de nouveaux COFIDA, en vue d'appuyer la réforme de l'administration publique, la restructuration de l'Institut Bolivien de Technologie Agricole et le développement social (Fonds d'Investissement Social/éducation et santé).

Les priorités sectorielles dans ces pays/régions sont essentiellement les suivantes:

- i) amélioration des techniques de production agricole au niveau du petit producteur et de certains produits-clé (par ex.: pomme de terre en Bolivie et au Pérou par l'intermédiaire du CIP), en tenant compte aussi d'aspects liés à la conservation des sols (par ex. dès 1991-92 au Nicaragua via Intercoopération);
- ii) consolidation, sélection réaliste des activités productives prioritaires, voire transfert progressif à nos partenaires locaux des projets de développement rural réalisés depuis 10 ans au Honduras (2) et au Nicaragua (1). Vu la complexité et le coût élevé de ces projets, ainsi que leur caractère peu prioritaire sur le plan pratique et dans la conjoncture actuelle pour les pays partenaires latino-américains, il n'est pas prévu de mettre en oeuvre de nouveaux projets de cette nature;
- iii) projets de reboisement communal, ainsi que de formation et éducation en matière forestière et de protection des ressources naturelles, notamment en Bolivie et au Pérou via Intercoopération;
- iv) promotion d'activités productives et de prestation de services au niveau du secteur informel urbain et de la petite industrie, ainsi que formation professionnelle pour l'industrie, prioritairement par l'intermédiaire de Swisscontact et Fundes-CH. Cela implique aussi une collaboration accrue avec le secteur privé et les organisations représentatives des petits entrepreneurs des pays bénéficiaires;
- v) participation concertée internationalement à des programmes de la Banque Mondiale et éventuellement de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) bien ciblés, efficaces et transparents (à court terme, et si les circonstances le permettent, à moyen et à long terme aussi) visant à réduire les conséquences négatives sur le plan social des mesures d'ajustement économique;
- vi) mesures de réforme et de modernisation de l'administration publique (par ex.: soit en vue d'améliorer le processus de planification, suivi et contrôle des investissements publics; décentraliser l'administration centrale au niveau régional et local; et de mieux former et rémunérer les cadres et les gestionnaires, comme dans le cadre du COFIDA-EMSO en Bolivie; soit pour simplifier les procédures d'enregistrement de la propriété foncière, mobilière et immobilière dans le secteur informel, comme dans le nouveau projet de l'ILD-De Soto au Pérou).

Le contenu des programmes annuels 1991 dans les pays/régions latino-américains de concentration de la DDA est exposé en détail dans les annexes ci-jointes.

3. Caractéristiques générales du programme 1991 de la Section Amérique Latine dans les pays de non concentration et au niveau régional

3.1 Aspects généraux

A part les pays (Bolivie et Pérou) et la région centro-américaine de concentration, le programme 1991 de la Section Amérique Latine ne privilégie qu'un seul pays de deuxième priorité, soit l'Equateur. Dans ce cas le volume des versements annuels au cours des toutes dernières années a oscillé entre environ frs 4 et 5 millions, tandis qu'en 1991 le volume prévu est de frs 5,6 millions (cf. point 3.2 pour plus de détails).

La troisième priorité est constituée par Haïti, étant entendu que le volume des versements annuels de la DDA a nettement diminué dès 1987-88 suite aux événements politiques qui ont secoué ce pays et à la décision du Directeur de ne pas réaliser un deuxième COFIDA pour continuer à appuyer la réforme de l'éducation haïtienne. Ainsi, le volume des versements effectifs prévus en 1991 sera seulement d'environ frs 900'000. Une expansion à court terme de la coopération suisse avec Haïti dépend en premier lieu des efforts et des initiatives des ONG suisses, qui sont particulièrement actives dans ce pays et qui sont d'avis que la politique définie par le nouveau gouvernement du Président Aristide mérite un soutien spécial de leur part. Dans ce contexte, les nouveaux cofinancements de la DDA pour des projets d'ONG suisses n'émargeraient pas au budget de la Section Amérique Latine.

Dans les autres pays latino-américains (pays à revenu intermédiaire) le programme 1991 de la Section Amérique Latine se limite à prévoir soit la continuation du financement de projets à caractère spécial qui arriveront à leur fin en 1991 (Chili: Programme CIM d'aide au retour cofinancé par le DAR), soit de quelques actions de follow-up qui vont également s'achever en 1991 (Colombie: appuis aux Facultés d'ingénieurs mécaniciens et d'agronomie de l'Université Nationale à Medellin), soit encore de l'une ou l'autre mesure non renouvelable et à caractère plutôt politique (Paraguay: appui au processus électoral). La Section Amérique Latine n'envisage pas le financement de nouveaux projets dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, si ce n'est sous la forme des petits projets d'Ambassade ainsi que des programmes à caractère régional ou sous-régional. Cela est notamment possible par l'intermédiaire du Programme des Petits Projets de la BID, ainsi que, partiellement, du programme latino-américain de Swisscontact, des programmes sous-régionaux du CIAT pour l'amélioration des cultures du haricot et des fourrages, ainsi que de l'appui à l'"Asociación Latinoamericana de Organismos de Promoción" (ALOP) (cf. 3.3).

3.2 Equateur

En 1991 le Programme Equateur sera poursuivi dans les 4

domaines principaux d'activité:

i) Construction et mise en oeuvre d'infrastructures d'irrigation.

Deux projets (Pungal-Chingazo et Patococho) seront poursuivis en veillant toutefois à établir des priorités plus rigoureuses dans le choix des activités opérationnelles et à mieux former le personnel technique chargé de l'exécution des travaux d'infrastructure. Deux autres projets (Penipe et Licto) sont encore au début de leur réalisation.

ii) Production agricole et conservation après-récolte.

Le projet fruticulture prévoit de promouvoir une spécialisation accrue de stations de recherche de l'institution partenaire (l'INIAP). Cette dernière mettra en place une politique lui permettant de dégager des recettes en appliquant les prix du marché pour les produits qu'il vend. Le projet pomme de terre (régisseur: CIP) commencera ses activités au cours du deuxième trimestre. Le projet de développement rural à Riobamba fera l'objet d'une évaluation qui portera sur des aspects cruciaux (sélection de zones et d'activités prioritaires de travail; politique financière appliquée par l'institution partenaire dans l'octroi des crédits agricoles; qualification du personnel technique; etc.) qui pourraient mettre en discussion l'opportunité d'une poursuite du financement de la DDA. La justification d'une poursuite du projet de développement rural à Pilahuin sera également analysée d'ici la mi-1991. Quant aux aspects liés à la réduction des pertes après-récolte, une étude-action sera réalisée par le CAAP dans le domaine du stockage du maïs. Une deuxième étude-action portant sur le stockage et la commercialisation de l'arachide et du haricot débutera sous la responsabilité du CATER.

iii) Reboisement et conservation des ressources naturelles

Le projet de reboisement communal exécuté par IC sera poursuivi. Ce projet est amené à jouer un rôle grandissant dans des activités de coordination avec d'autres institutions actives dans ce domaine. De même, le projet CENACAM exécuté par la FAO, qui exerce une fonction de leader en ce qui concerne l'aménagement des bassins versants andins et les activités agro-sylvo-pastoriles, coopérera étroitement avec les 4 projets d'irrigation et le projet de reboisement financés par la DDA. Enfin, le projet de réintroduction de la vigogne sera achevé en 1991.

iv) Appui aux micro- et aux petites entreprises

L'appui du consultant en fromageries rurales arrivera à son terme en 1991, tandis que le projet "à succès" d'appui aux broderies de Cuenca sera l'objet d'une évaluation au début 1991. Dans le domaine urbain l'appui de la DDA sera poursuivi d'une façon indirecte, par l'intermédiaire de Swisscontact (qui collabore étroitement avec la "Federación Nacional de la Pequeña Industria", FENAPI), du Programme des Petits Projets de la BID (qui finance un programme de crédit pour micro-entrepreneurs géré par la Fundación Espejo à Guayaquil), ainsi que du Fonds de garanties de RAFAD (qui appuie trois

institutions locales). L'opportunité de réaliser des "joint-ventures" en matière de formation et assistance technique entre entreprises suisses et équatoriennes sera analysée prochainement et soumise au Service sectoriel Industrie qui dispose d'une ligne de financement spécifique. En 1991 est également prévue l'identification d'un nouveau projet d'appui aux micro- et aux petites entreprises locales qui sera réalisé en étroite collaboration avec d'autres agences de coopération actives dans ce secteur, voire avec Swisscontact.

En 1991, le bureau de coordination à Quito a acquis une autonomie opérationnelle, au sens que son titulaire ne dépend plus du Coordonnateur de la DDA à Lima. Ceci ne remet pas en discussion le statut de deuxième priorité qu'a l'Equateur pour la Section Amérique Latine.

3.3 Programmes régionaux

Le Programme financièrement le plus important est le Programme des Petits Projets de la BID, cofinancé par la DDA depuis plus de 10 ans (engagements totaux: frs 45 millions). A ce jour, cette contribution a permis de financer 37 projets dans les pays suivants: Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Rép. Dominicaine, Equateur, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Nicaragua, Paraguay et Pérou. Au cours des dernières années la Section Amérique Latine a privilégié le choix de projets d'appui aux micro-entreprises urbaines. Dans ce domaine et dans plusieurs pays latino-américains, la BID a effectivement joué un rôle pionnier important en contribuant à promouvoir les activités de plusieurs fondations créées par l'industrie privée (le cas le plus connu est celui de la Fondation Carvajal à Cali/Colombie, aujourd'hui également cofinancée par Swisscontact). La Section Amérique Latine ne prévoit pas de nouveaux cofinancements de ce Programme, au-delà de la phase en cours (1992). D'une part, ce Programme doit pouvoir être financé par les ressources spéciales de la BID; d'autre part, les projets BID d'appui aux micro-entreprises sont de plus en plus réalisés sur la base d'une optique de programme (englobant plusieurs fondations) au niveau d'un pays spécifique. De futurs cofinancements avec la BID seront donc envisagés seulement dans les pays/régions de concentration, sur la base de programmes globaux d'appui au secteur de la micro- et de la petite entreprise.

Ensuite il y a lieu de relever le Programme Amérique Latine de Swisscontact qui porte sur l'appui aux micro-entreprises, la formation professionnelle et la mécanisation agricole et qui est actif dans plusieurs pays de la région. Le dernier engagement financier (frs 9,5 millions pour 1991-1993) émerge pour le moment encore du budget de la Section Amérique Latine, mais devra être imputé à un autre poste budgétaire de la DDA (crédits de programmes pour ONG suisses).

On peut encore mentionner les deux Programmes du CIAT à Cali: l'Unité de semences fourragères, dont le financement DDA s'achèvera à la fin 1991, et le Programme andin de promotion

de la culture du haricot qui se poursuivra encore pendant quelques années (nouvel engagement pour 1991: frs 1,5 millions). La contribution à l'"Asociación Latinoamericana de Organismos de Promoción" (ALOP) pour le financement de plusieurs projets dans la région s'achèvera à la mi-1991.

Enfin il y a lieu de relever la contribution prévue en 1991 pour le Programme régional d'appui à la petite entreprise latino-méricaine (fr 1'370'000 pour 1991-93) réalisé sous la responsabilité de FUNDES-CH.

Le poids relatif des Programmes régionaux diminuera quelque peu au cours des prochaines années.

Distrib. déjà faite par
nos soins (12.91-RF)

t. 311 Amérique Latine

t. 311 Bolivie 44

t. 311 Amérique Centrale

t. 311 Pérou

- VO

Berne, le 1er février 1991

NOTE A M. STAEHELIN

PROGRAMMES ANNUELS 1991 DE LA
SECTION AMERIQUE LATINE

1. En vue de la séance du 12.2.91 (14:30-18:00) nous vous remettons ci-joint les Programmes annuels 1991 relatifs à la Bolivie, à l'Amérique Centrale et au Pérou.

En annexe vous trouverez également la note complémentaire du 1.2.91 "Eléments du programme annuel 1991 de la Section Amérique Latine".

Les tableaux statistiques relatifs aux Programmes 1991 ainsi que la planification financière de la Section Amérique Latine seront remis d'ici le 8.2.91.

2. En vue d'orienter quelque peu la discussion du 12 février, nous nous permettons de suggérer quelques questions-clé par rapport auxquelles la Section Amérique Latine aimerait connaître votre point de vue:

i) Bolivie

- La Suisse doit-elle continuer à jouer un rôle actif dans la coordination de l'aide et le "policy dialogue" au niveau local comme elle l'a fait en 1987-90 (dans une conjoncture où ses apports d'APD à la Bolivie diminuent)?

- Faut-il ouvrir, notamment par l'intermédiaire des COFIDA, un nouveau domaine sectoriel (Fonds d'Investissement Social/éducation) certainement prioritaire pour la Bolivie, ou plutôt concentrer ses ressources sur les secteurs "traditionnels" d'intervention de la DDA?

- Quelle politique adopter lorsque les institutions partenaires ne remplissent pas les engagements financiers pris au niveau des accords? Réduire les activités opérationnelles prévues ou plutôt faire preuve de flexibilité financière?

ii) Amérique Centrale

- La DDA doit-elle accroître ses activités au Nicaragua, notamment si la réinsertion du Nicaragua dans le système financier international se réalise, par une participation à une action internationale de soutien du programme d'ajustement et de réduction des conséquences sociales de ce dernier?

- Rolle der DEH/COSUDE im gegenwärtigen zentralamerikanischen Kontext: Anhängsel im "Mainstream" (etwa als Mini-Mitschwimmer im "Partnership for Democracy and Development") oder vielmehr Einschwenken auf Probleme und Bereiche die durch "Mainstream" nicht abgedeckt bzw. z.T. verursacht werden (Soziales, ländliche Randgruppen, usw.)?

- Wachsende Rolle der humanitären Hilfe in Zentralamerika: sollen kombinierte Instrumente (hum. Hilfe oder SKH mit TZ- oder EZA-Mittel wie 1989 im Fall des Projektes Garita Palmera in El Salvador) für die Lösung anstehender Aufgaben geschaffen und eingeübt werden?

iii) Pérou

- La DDA doit-elle, si la réinsertion du Pérou dans le système financier international se concrétise en 1991, participer à une action internationale pour réduire les conséquences sociales négatives du programme d'ajustement en cours?

- La décision de concentrer les activités forestières et en matière d'environnement au niveau de la formation et du reboisement communal dans la région andine, en renonçant par contre à poursuivre les projets bilatéraux de sylviculture dans l'Amazonie péruvienne, est-elle correcte?

- Faut-il poursuivre à l'avenir les "projets-île" (ex.: projet alpacas)?


(P. Veglio)